



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

5 décembre - 11 décembre 2020

Consommation - Le prix plafond du kilo du riz fixé à 1925 ariary	3
Groupe Axian : Une université pour le développement des talents	3
Crabes de mangroves : l'administration et ses partenaires misent sur la cogestion	4
China railway - La construction de route rime avec les activités sociales	4
Bancarisation : la BNI poursuit ses partenariats avec les ministères	4
FHORM Johann Pless : « Il faut sauver le secteur tourisme »	5
Toamasina: la reprise des chemins de fer en perspective	5
Urbanisme - Nécessité d'une réforme architecturale	6
RSE : BGFI Madagascar appuie le Centre Aïna Enfance et Avenir	6
DG de la STAR Marc Pozmentier - « Il faut profiter de ces moments difficiles pour se réinventer »	7
Formation professionnelle : Double signature de convention entre le FMFP et la CCI	7
Suspension de Base Toliara : Licenciement de 52 employés	8
Recettes et dépenses de l'Etat - Le délai de la publication du compte définitif à raccourcir	8
Délestage : Le secteur privé réclame plus de réactivité de l'Etat	8
Secteur aérien : une baisse des trafics à 5% en 2020	9
Secteur du tourisme : Les opérateurs réclament l'ouverture des frontières	9
Prix du PPN - Recadrage avant sanction pour les commerçants	10
Fonctionnement du CCO Kere - Un budget à hauteur de 6 milliards d'ariary	10
Campagne litchis - Le Sud-Est abandonné	11
Business forum Atsimo-Andrefana - Les potentialités minières négligées	11
Caravanes de la lumière : Campagne lancée par la Jirama pour éclairer 50 chefs-lieux de Districts	12
Vols domestiques : une hausse notable de la demande	12
Energie - Les négociations sur Volobe sur le point d'aboutir	13
Approvisionnement : 5.315 tonnes de riz proposées aux grossistes	13
Tourisme - Le métier de guide touristique vacille	14
K-VTT: le tourisme à vélo en promotion	14
Services - Les opérateurs aux taquets pour les fêtes	14
Migrations Internes : Un laboratoire inauguré et hébergé au CNRE Fiadanana	15
Banque : Herintalama Rajaonarivelo devient le PCA de la BNI	15
Perception d'Atsimondrano - Un nouveau local au bénéfice de 4 000 pensionnés	16
Eau, assainissement et hygiène : Un atelier de cadrage pour le suivi des financements	16
Ecole numérique - Des tablettes pour vingt établissements	16
Evolution de la covid-19 - Les entreprises se restructurent	17
Gestion du personnel de l'Etat : l'Augure 2.0 lancée officiellement	17
La CCIA, 100 ans au service du secteur privé: des efforts et travaux acharnés pour développer les activités	18
La Kraoma dans le couloir de la mort	19

Consommation – Le prix plafond du kilo du riz fixé à 1925 ariary

HERISETRA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 DÉCEMBRE 2020

Le premier ministre a pris les choses en main. Il a imposé le prix du kilo du riz aux consommateurs.

Stop. Fini la hausse sans frein du prix du riz. Après plusieurs tentatives infructueuses du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat de contrôler les prix, c'est le Premier ministre Christian Ntsay lui-même qui a pris les choses en main. Le chef du gouvernement a convoqué hier à Mahazoarivo les représentants des producteurs, des importateurs et des grossistes de riz pour aplanir les problèmes et voir des solutions. Les ministres de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, Lantsoa Rakotomalala, de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Lucien Ranarivelo ainsi que le gouverneur de la Banque centrale, Henri Rabarijohn ont également assisté à la réunion.

Un tour d'horizon du secteur riz a été fait par les participants. Il a été souligné que la quantité de riz importé disponible sur le marché est insuffisante alors que la production locale baisse. Du coup la hausse du prix du riz importé enchaîne avec elle celle du prix local. Ainsi, il a été décidé de fixer à 550 ariary le prix du kapoaka du riz importé, soit 1925 ariary le kilo contre 2500 ariary actuellement. Le prix du riz produit localement ne devrait pas dépasser ce plafond selon cette logique. Le nouveau est applicable dès ce jour selon le Premier ministre. Le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat se chargera de contrôler le respect de ce prix.

Fermer boutique

Les détaillants seront donc tenus à l'œil à partir d'aujourd'hui. Une mesure salubre pour les consommateurs. Toutefois elle risque de se retourner contre eux. Le riz est donc devenu un produit dangereux pour les grossistes et les détaillants. Il



La réunion d'hier à Mahazoarivo.

risque de conduire en prison ou de causer de sérieux ennuis. Il y a ainsi fort à parier que beaucoup de grossistes et de détaillants préféreront fermer boutique ou abandonner le commerce du riz. Personne n'est assez fou pour vendre le riz à un prix inférieur à son coût de revient avec des traces judiciaires en prime. Un problème d'approvisionnement ne serait donc pas à écarter après cette décision du gouvernement. Ce qui compliquerait davantage le problème. Cette mesure n'a jamais d'ailleurs marché. En 2017, l'ancien président Rajaonarimampianina avait également convoqué les acteurs de la filière riz quand le prix du kilo avait atteint 2000 ariary, sans grande réussite. On espère se tromper.

Groupe Axian : Une université pour le développement des talents

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 28 NOVEMBRE 2020

Le groupe Axian multiplie les initiatives pour le développement des talents au service des entreprises. Aujourd'hui, le groupe veut encourager le développement des talents dans le capital humain d'une entreprise.

Dans son ambition de créer un espace d'échanges de connaissances et de compétences pour ses collaborateurs, Axian lance son université d'entreprise: Axian University. « Ce nouvel établissement regroupera les différentes structures de learning et de développement pour challenger et mettre en œuvre les stratégies business du groupe Axian et révéler les talents africains », annonce le groupe dans un communiqué.

Experts passionnés

Axian University accompagne les talents présents et futurs du groupe à grandir et à atteindre leur plein potentiel grâce à la transmission de savoirs et de compétences d'experts passionnés. Axian University ambitionne ainsi de devenir le 1er lieu de management de talents dans les pays où Axian opère afin de participer au développement de ses collaborateurs et de ses entreprises. A travers des formations en soft et hard skills, Axian University permet la formation continue des collaborateurs

pour leur permettre de répondre aux défis actuels et futurs de leurs marchés. Constitué de trois pôles principaux, Axian Training Center, Axian Diploma et Axian Executive Education, ce nouvel établissement permet le développement des compétences techniques et humaines dans divers pôles tels que commercial, financier, digital ou encore technique. Elle fédère autour de l'identité Axian et propose des formations d'envergures internationales dédiées à ses cadres. Basée sur la montée en compétences des actuels et futurs collaborateurs du groupe Axian mais également des jeunes diplômés et futurs talents panafricains, Axian University devient une des premières universités d'entreprise à Madagascar et en Afrique.

Engagement

Le lancement d'Axian University vient confirmer l'engagement du groupe en matière d'impact positif. En proposant des formations innovantes mais également en adressant ses offres à un



public diversifié, en offrant la mobilité interne au sein des différentes entités du groupe, Axian University permet la montée en compétences et le développement des talents dans tous les pays où le groupe est implanté.

« L'impact positif et le développement durable démarrent à l'intérieur de nos différentes entreprises et nos talents émergents sont acteurs de la transformation économique des pays où nous sommes implantés. Cette université vient remplir la fonction de lieu de partage de connaissances et de tremplin pour les jeunes dans le milieu professionnel », a déclaré Hassanein Hiridjee, CEO du groupe Axian.

Crabes de mangroves : l'administration et ses partenaires misent sur la cogestion

RIANA R. | LES NOUVELLES | 5 DÉCEMBRE 2020

En vue de la réouverture de la pêche aux crabes de mangroves, prévue vers mi-décembre, l'Etat et ses partenaires misent sur la cogestion pour leur exploitation durable.

Gestion durable. Une plateforme nationale de cogestion de la filière crabe est actuellement sur les rails, grâce à une collaboration entre le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep), et le projet Swiofish 2 qui ambitionne de soutenir les petits pêcheurs tout en régularisant leurs activités et de participer à la conservation des mangroves sur le littoral Ouest de l'île.

A ce titre, le projet Corecrabe, porté par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) œuvre pour la création de Groupes de travail (GT) multi-acteurs chargés de gérer la filière au niveau des zones de production. Ambanja et Ambilobe en sont les premières bénéficiaires et ont organisé leur premier atelier le 6 novembre.

Le second GT s'est tenu à Mahajanga, et deux autres encore seront initiés début 2021 dans les régions Atsimo



Andrefana et Menabe. Selon les initiateurs du projet Corecrabe, il s'agit d'une démarche participative pour identifier les opportunités et les obstacles rencontrés dans la filière.

2.200 tonnes de crabes exportés en 2020

Selon les estimations de la direction de la pêche auprès du Maep, le taux d'exportation de Madagascar est aujourd'hui de 4.000 tonnes de crabes par an. Pour l'année 2020, 2.200 tonnes ont été exportées principalement vers la Chine, l'Europe et l'île Maurice.

D'après l'IRD, la filière s'est portée bien entre 2014 et 2017, aussi bien en termes

d'accès au marché, d'exploitation halieutique que de gestion des ressources. Durant cette période, les quantités exportées par fret aérien ont été multipliées par quatre par rapport à celles de 2007, atteignant 3.200 tonnes en 2014, générant ainsi une recette de près de 14 millions d'euros.

Toutefois, des changements majeurs se sont produits à partir de 2013, avec une nouvelle orientation vers l'exportation de crabes vivants, majoritairement à destination de la Chine et avec un prix à l'export plus élevé que celui des produits congelés traditionnels.

Rappelons que le début de la campagne des crabes de mangroves en novembre 2019 a été marqué par de vives tensions entre les grandes entreprises et les petits pêcheurs de la région Boeny qui dénonçaient le faible prix du produit imposé par les collecteurs.

China railway – La construction de route rime avec les activités sociales

ELIE NANDRASANELA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 DÉCEMBRE 2020

Les travaux de construction de la RN9 reliant Toliara à Manja sont confiés à l'entreprise China Railway 18th Bureau Group. Ce projet traverse plusieurs agglomérations dans le Sud Ouest de Madagascar. En fait, l'entreprise chinoise ne se contente pas de la mission dont elle est chargée. Elle s'acquitte de sa responsabilité sociale d'entreprise en se rapprochant des villageois des communes concernées par le projet.

Ainsi, dans ce sens, un don de fournitures scolaires pour les élèves de l'École primaire publique d'Ankiliabo et de matériels de sport pour les jeunes du district de Manja, région Menabe, a eu lieu dont l'objectif est d'alléger les charges des parents en cette période de la rentrée scolaire.

Des fournitures scolaires composées de cartables, de cahiers, de stylos à bille, de crayons et de gommes ont été remis à l'établissement scolaire de la localité. « La plupart des élèves de l'école viennent de familles pauvres et les conditions d'apprentissage sont relativement difficiles. Une aide de ce genre améliorera grandement les conditions d'enseignement de cette école », a expliqué le directeur de l'E.P.P Ankiliabo Tsihala Tsikanda.



Cette activité sociale réalisée par l'entreprise China Railway 18th Bureau Group entre également dans le cadre du raffermissement de l'amitié entre les deux peuples. La construction de la RN 9 sera mémorable dans l'histoire des deux pays.

Bancarisation : la BNI poursuit ses partenariats avec les ministères

R. R. | LES NOUVELLES | 5 DÉCEMBRE 2020

La BNI Madagascar enchaîne les partenariats avec les départements ministériels. Une nouvelle signature allant dans ce sens a eu lieu, hier à Mahamasina, entre les dirigeants de la banque et les responsables auprès du ministère de la Jeunesse et des sports. Le but est de proposer aux agents de ce département une offre de services bancaires, permettant l'accès aux crédits à la consommation et immobilier, mais aussi de proximité à travers une centaine d'agences et de mobile banking.

Le partenariat vise également les nouvelles recrues du ministère qui envisagent d'ouvrir de compte ou demander de crédit d'installation. A cette occasion, la banque a également annoncé le lancement prochain d'une campagne pour proposer à ses clients de couvrir les dépenses réalisées en cette période des fêtes de fin d'année. Il s'agit du crédit «Fety 24H».

FHORM Johann Pless : « Il faut sauver le secteur tourisme »

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 7 DÉCEMBRE 2020

En berne depuis la crise sanitaire, le secteur tourisme peine à se relever. Des mesures ont déjà été prises par l'Etat, mais elles doivent être renforcées face au contexte actuel. Johann Pless, président de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar FHORM et administrateur de la Confédération du Tourisme de Madagascar CTM nous livre son point de vue : « il faut sauver le secteur ».

Pouvez-vous nous dresser un état des lieux actuel du secteur de l'hôtellerie et de la restauration?

Malheureusement pour l'hébergement et la restauration et les autres secteurs de la chaîne de valeur touristique, notre secteur enregistre encore une perte de 90% de revenu par rapport aux prévisions. On salue les initiatives gouvernementales pour ouvrir la destination de Nosy-Be. Mais depuis le 23 octobre, avec la nouvelle note de l'ACM qui interdit à de nombreux pays européens de rentrer sur le territoire national, les réservations ont approché de zéro au mois de novembre dernier. Elles ont un peu augmenté au mois de décembre, mais n'ont pas dépassé les 10% des prévisions.

Le secteur est encore sinistré aujourd'hui et il va le rester assez longtemps puisque nous n'avons pas encore d'annonce officielle sur l'ouverture d'Ivato ni l'ouverture aux autres pays européens à Nosy-Be. Si on analyse un peu, ce ne serait peut être pas avant avril 2021. Il va falloir tenir encore quatre mois alors que cela fait neuf mois que nous ne travaillons pas. C'est un véritable sinistre au niveau économique mais aussi au niveau humain. Nous avons plus de 10.000 collaborateurs dans l'hôtellerie, la restauration. La plupart n'a pas de revenu et se trouve au chômage technique. Le tourisme national ne représente qu'une infime partie des revenus qu'auraient dû avoir ces hôteliers ou restaurateurs en temps normal.

Que pensez-vous des mesures qui ont été prises jusqu'ici par l'Etat et y aurait-il d'autres mesures que vous préconiseriez ?

D'abord je voudrais saluer les mesures sanitaires puisqu'il est important que nos collaborateurs et nous, puissions rester en santé. Effectivement le gouvernement nous a accordés aux mois d'avril, mai...et jusqu'en septembre, des atténuations concernant des mesures fiscales, ce qui nous a permis de reporter les échéances, tout comme pour les factures de la JIRAMA. Nous avons eu accès à des crédits à taux bonifiés avec une garantie de l'Etat. Mais aujourd'hui, il faut aller plus loin puisque ça dure plus longtemps.

Janvier, février, mars 2021 ne va pas travailler et historiquement c'est également la basse saison. Plus clairement, avant juillet-août 2021, on va toujours être confrontés à d'importants problèmes économiques. Aujourd'hui nos demandes sont un peu supérieures. Nous demandons la prise en charge des factures de la JIRAMA



d'avril à novembre par les partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale qui investit déjà plus de 300 millions USD pour la JIRAMA et sa gouvernance. Nos factures représentent peut être environ 2 millions USD. Un « effet vertueux » est requis. En d'autres termes, au lieu de mettre en faillite les sociétés qui ne pourront pas payer leur JIRAMA et que ce gap in fine soit pris en charge par le bailleur l'année prochaine ; il faudrait que ces factures soient tout de suite prises en charge par les bailleurs pour garder ces sociétés en vie. Il faut pouvoir aider en amont plutôt que d'attendre que le pire arrive, que les sociétés ferment.

On demande aussi à ce que la CNaPS qui se porte très bien aujourd'hui au niveau financier, puisse garder les acquis sociaux pour nos salariés, sans nous demander de payer les trois derniers trimestres de 2020. Ce qui permettrait une pérennité de la survie des sociétés. Il faut bien sûr l'étudier, discuter avec les partenaires techniques et financiers, les ministères en charge du tourisme, de l'énergie, la JIRAMA, la CNaPS. Après mûre réflexion, nous estimons que cela est possible.

Si vous avez un message particulier à adresser, quel serait-il ?

Sauver l'hôtellerie-restauration, c'est aussi sauver l'environnement. Aujourd'hui, l'environnement est très fortement dépendant du secteur touristique. Sauver l'hôtellerie-restauration, c'est aussi sauver la culture, sauver le patrimoine, le patrimoine culinaire et tout ce qu'on peut offrir de culture à nos usagers et nos clients. Donc, sauvons l'hôtellerie-restauration, sauvons le tourisme!

Toamasina: la reprise des chemins de fer en perspective

MANOU. | LES NOUVELLES | 7 DÉCEMBRE 2020

La remise sur les rails des chemins de fer malagasy est en marche. La ligne TCE reprendra du service en 2021, selon les responsables.

La relance du transport ferroviaire est en cours. L'acquisition, prochainement, d'un lot de locomotives et de wagons destiné à la ligne Tananarive - Côte Est (TCE) marquera la remise en

service progressive de la ligne dont la réouverture commencera par le tronçon Moramanga-Toamasina en 2021, selon nos sources. Ce projet répond aux aspirations des localités traversées par la voie ferrée et joue un rôle important dans l'économie par la relance des activités secondaires, le désenclavement de plusieurs zones de

production agricole et l'accessibilité de nombreux sites touristiques.

Le projet d'opérationnalisation des lignes de chemins de fer des lignes Fianarantsoa - Côte Est (FCE) et Tananarive Côte Est (TCE) illustre la volonté de l'Etat d'instaurer le développement équilibré, ont estimé des économistes chevronnés, hier.

Urbanisme – Nécessité d'une réforme architecturale

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 7 DÉCEMBRE 2020

À la recherche d'une identité architecturale malgache des jeunes passionnés s'activent.

Urgence dans l'urbanisme. C'est à travers ce point de vue que les fondateurs de l'association « Isik'Archi » ont présenté, vendredi dernier, à Ambohitato leurs visions de l'architecture malgache à l'occasion du lancement officiel de l'association même. Ils ne sont qu'une soixantaine de membres assermentés, à composer l'Ordre des Architectes malgaches. D'un autre côté, les besoins de plus de vingt-cinq millions de malgaches dans ce domaine font figure de géant par rapport à ce nombre restreint de membres de l'ordre. Si de l'autre côté de l'océan Indien, rien que sur la petite île de la Réunion, l'ordre des architectes en compte un peu plus de trois cent pour un besoin beaucoup moins important en terme de quantité.

« Malgré l'urgence d'une prise en compte du patrimoine architectural et l'urbanisme galopant où normes sécuritaires et paysagers ne sont pas souvent respectés, Madagascar ne



L'Ordre des Architectes malgaches est composé d'une soixantaine de membres assermentés.

dispose pas encore d'école d'architectes. Nous œuvrons présentement en ce sens » annonce Michaelangelo Zasy, Vice-ministre en charge des Villes nouvelles et de l'habitat.

Obligatoire

Comme beaucoup d'autres secteurs, les métiers du bâtiment souffrent de désorganisation et l'architecture malgache en pâtit. Les membres de l'association se mobilisent ainsi pour sensibiliser les habitants ainsi que les jeunes à s'intéresser davantage à

ce domaine primordial, malgré le fait qu'il n'y ait pas encore de centre de formation dédié au niveau local.

Pourtant selon le cadre légal, le concours d'un architecte est obligatoire pour la réhabilitation ou la construction neuve à usage d'habitation ou autres dont la surface cumulée des planchers excède 150m². Mais les obligations liées à la qualité et la sécurité des bâtiments, à usage résidentiel, commercial ou professionnel restent peu appliquées. Dans le cadre de la réforme du permis de construire dans la ville d'Antananarivo par exemple, l'ordre appuie la commune dans l'amélioration des procédures d'instruction et d'octroi de permis de construire. « Nous ambitionnons d'initier des réflexions sur des thèmes liés à l'architecture avec pour objectif d'instaurer une prise de conscience sur l'importance de l'architecture à Madagascar. » explique Ranaivo Rinasoa, présidente d'Isik'Archi.

RSE : BGFI Madagascar appuie le Centre Aïna Enfance et Avenir

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 7 DÉCEMBRE 2020

Le Centre Aïna Enfance et Avenir vise, entre autres objectifs de réinventer la vie de ces enfants démunis en les aidant à se construire un avenir et en prenant en charge leurs mères adolescentes.

Appuyer les bonnes initiatives pour l'éducation des enfants fait partie des actions pour la responsabilité sociétale de BGFI Bank Madagascar. Elle vient encore de le démontrer samedi dernier à travers l'appui qu'elle a apporté au Centre Aïna Enfance et Avenir à Malaza Ampitatafika.

BGFI Day

En effet comme chaque année, à travers la journée BGFI Day, la Direction Générale et l'ensemble du personnel de la banque choisissent une association ou un organisme à appuyer. Pour la sixième édition de cette action de RSE la BGFI a choisi d'apporter son appui au Centre Aïna Enfance et Avenir en lui faisant don d'un lot de PPN, notamment du riz, du savon, de l'huile, du sucre, des boîtes de lait pour nourrisson, des compléments alimentaires, des fournitures scolaires, ainsi que des tabliers et gilets de travail pour le personnel du centre. Une activité bien ciblée puisque le Centre Aïna Enfance et Avenir fait partie de ces associations qui militent pour le soutien et l'éducation

des plus démunis. Créé en 2008 par 2 enseignantes et humanitaires réunionnaises Nataly Charbonnier et Isabelle Boursier, le Centre qui a également d'autres antennes à Antanandrano, Isotry et Laniera, prend et s'occupe en tout de 300 personnes, mères célibataires et orphelins en les hébergeant et en assurant leur éducation. Le Centre travaille avec le ministère de la Population.

Trois domaines

Pour l'orphelinat de Malaza Ampitatafika qui est à la fois un centre de formation et une crèche scolaire, il y a actuellement 37 pensionnaires dont des jeunes mamans célibataires et des orphelins. Aïna, Enfance et Avenir ne vise qu'un seul objectif : réinventer la vie de ces enfants démunis en les aidant à se construire un avenir et en prenant en charge leurs mères adolescentes. Pour l'atteindre, l'association agit au quotidien dans trois domaines : la mise en place de structures adaptées aux besoins des enfants, l'amélioration de la vie quotidienne des enfants et l'aide



L'Ordre des Architectes malgaches est composé d'une soixantaine de membres assermentés.

à la scolarisation. « Ce genre d'initiative cadre bien dans notre responsabilité sociétale d'entreprise », a expliqué le Directeur Général Adjoint de BGFI Madagascar Allogho Hermann. Le DGA et les membres du personnel de BGFI qui ont fait le déplacement à Malaza Ampitatafika ont également aidé à repeindre les murs et l'aire de jeu du centre. Une action qui a, en tout cas, fait le bonheur de ces jeunes pensionnaires qui, en guise de remerciement, ont offert à leurs hôtes une prestation artistique donnant à la manifestation un air de... Noël.

DG de la STAR Marc Pozmentier - « Il faut profiter de ces moments difficiles pour se réinventer »

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 7 DÉCEMBRE 2020

Aucun secteur d'activité n'a été épargné par la crise économique causée par la pandémie de coronavirus. La STAR figure parmi les industries ayant subi de plein fouet les impacts de la crise sanitaire. Au mois de juillet dernier, elle a été obligée de fermer ses cinq usines réparties dans les quatre coins du pays. La consommation de boissons hygiéniques a considérablement diminué. L'entreprise s'est vite retrouvée en surproduction. Mais elle s'est vite redressée. La preuve ? Elle a raflé deux prix, le 27 novembre dernier, lors du Gala des entreprises-Trophées 2020, sous le thème de « L'Innovation et de la Résilience ». Elle a notamment obtenu le « Prix Vert » et le « Prix Consommateur ». La Rédaction de la Vérité a donc pu recueillir les quelques impressions de Marc Pozmentier, directeur général de la STAR, sur la situation actuelle, mais surtout la manière dont l'entreprise perçoit l'avenir.

Est-ce que toutes les usines de la STAR sont déjà réouvertes ?

Suite à l'arrêt de la consommation sur le deuxième trimestre, nous avons effectivement été contraints de suspendre l'activité industrielle durant tout le mois d'août. Notre usine d'Ambatolampy était, quant à elle, à l'arrêt déjà depuis le 1er avril. Heureusement, toutes nos équipes sont restées mobilisées pour assurer les maintenances et permettre, dès le 29 août, la réouverture de toutes nos usines. Cela a été un réel soulagement. Il nous reste cependant un grand nombre d'interrogations car même si l'activité a légèrement repris, nous restons très loin du volume de production atteint par rapport à l'année dernière.

Avec le retour à un « semblant » de la vie quotidienne, comment se passe alors la reprise de vos activités ?

Aujourd'hui, le marché semble frémir. Et comme le dit le dicton : à chaque jour suffit sa peine, comme indiqué précédemment, nous sommes encore très loin du niveau d'activité de 2019. Il faut toutefois rester optimiste et profiter de ces moments difficiles pour se réinventer, innover, et surtout

s'appuyer sur l'expérience de nos équipes. C'est dans ce cadre que nous avons lancé en interne les comités « Star de demain ». Cela nous permet d'identifier ensemble les points du blocage et d'en faire des atouts pour demain, ainsi que de montrer notre capacité à nous adapter à n'importe quelle situation.

Pour le secteur industriel en général, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus aujourd'hui ?

Le plus gros point de blocage de l'industrie aujourd'hui reste les voies de communication. Il est difficile de faire voyager des marchandises et des matières premières par la route à travers le pays. C'est un très gros handicap. Si je prends notre propre exemple, certaines zones du pays sont complètement coupées du reste du pays pendant des semaines. Il nous est ainsi impossible d'y assurer la disponibilité de nos produits.

Quelles sont alors vos nouvelles stratégies pour affronter le marché, récemment bouleversé par la pandémie ?

Plus que jamais, remettre les consommateurs au centre de notre



stratégie. Bien entendu, le marché de 2021 n'aura rien à voir avec celui que nous avons laissé en 2019 et c'est justement cela qui le rend encore plus attractif pour nous. Nous nous engageons dans une longue période d'innovation, innovation « produits » bien évidemment, mais aussi innovation managériale, innovation industrielle, innovation sociale, etc. L'innovation et le pragmatisme restent la clé du succès de demain. Nous avons d'ailleurs commencé en lançant un nouveau produit dès la sortie du confinement (Booster Tornado) et d'autres surprises vous attendent d'ici la fin de l'année...

Formation professionnelle : Double signature de convention entre le FMFP et la CCI

L.R. | MA-LAZA | 7 DÉCEMBRE 2020

Le fonds malgache de formation professionnelle (FMFP) a procédé à la signature d'une double convention de partenariat pour la mise en place de points focaux FMFP au sein de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Fort-Dauphin et la CCI Toliara. Cette initiative tend à renforcer la politique sur la formation professionnelle qui constitue le cheval de bataille du gouvernement malgache dans la lutte contre la pauvreté et la précarité de l'emploi.

Le directeur général du FMFP, Jean-Luc Ramamonjariisoa s'est réjoui des avantages de cette collaboration, « la mise en place des points focaux FMFP dans les CCI en régions facilitera l'accès au financement des formations professionnelles aux entreprises membres des CCI grâce à l'appui qui leur sera apporté par les accompagnements ».

Le FMFP s'est fixé comme défi de développer le capital humain dans toutes les régions de Madagascar et prévoit de multiplier de telles initiatives. Cette signature de convention de partenariat a bien été accueillie par la présidente de la CCI



Taolagnaro Viviane Dewa, qui estime que le développement des entreprises en régions ne peut se faire sans le développement des compétences du capital humain.

Suspension de Base Toliara : Licenciement de 52 employés

MARC A. | MA-LAZA | 8 DÉCEMBRE 2020

Après plus d'un an de suspension d'activité de Base Toliara, 52 employés de cette compagnie d'extraction d'ilménite dans la partie Sud-Ouest de Madagascar devraient être licenciés demain. Selon une source proche du dossier, les textes en vigueur autorisent leur licenciement économique puisqu'ils

n'ont pas été réintégrés après six mois de chômage technique.

Depuis novembre 2019, ces employés n'ont cessé d'interpeller le gouvernement ainsi que les autorités locales pour leur venir en aide. Ils ont appelé les plus hautes instances du pays à intervenir sur la réouverture de

leur compagnie.

A noter que les activités de la compagnie ont été suspendues sur une décision gouvernementale. Toute forme de communication, constructions et projets sociaux ont été mis à l'arrêt. Une situation qui ne s'est pas clarifiée depuis.

Recettes et dépenses de l'Etat - Le délai de la publication du compte définitif à raccourcir

SOLANGE HERINIANA | LA VÉRITÉ | 8 DÉCEMBRE 2020

Un décalage. La loi de règlement, qui est un annexe de la loi de Finances arrête le montant définitif des dépenses et recettes de l'Etat à la fin de l'exercice comptable. Cependant, ce document qui fixe le résultat budgétaire n'est publié que tous les deux ans, alors qu'il peut servir à préparer la loi de Finances. Par conséquent, le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) déplore ce retard lors d'une conférence-débat organisée à Ambatonakanga avec un représentant de la Cour des comptes. « La loi de règlement rapproche les estimations des recettes et dépenses



avec la prévision. Elle sert ainsi comme une référence à la loi de Finances pour améliorer les failles. Le document permet aussi de vérifier la manière d'utiliser l'argent public. Néanmoins, le retard de sa publication fait perdre sa pertinence », avance Lilly Razafimbelo,

trésorière au sein du CCOC.

Harifidy Hasina Randrianarison, représentant de la Cour des comptes, a pour sa part avancé l'ambition du Gouvernement à publier ledit document au plus tard six mois après la clôture de la comptabilité des institutions. « Nous essayons de faire de notre mieux pour raccourcir ce délai de deux ans. On vise une publication six mois après l'arrêt des comptes comme dans les pays avancés. Il ne faut tout de même pas oublier que cette démarche implique plusieurs institutions publiques et ministères », explique-t-il.

Délestage : Le secteur privé réclame plus de réactivité de l'Etat

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 8 DÉCEMBRE 2020

Si l'Etat ne réagit pas rapidement pour mettre un terme, ou du moins amoindrir le délestage, des entreprises risquent de fermer leurs usines pour se tourner vers l'importation.

Ce n'est pas un fait nouveau. Le délestage a toujours été une source de surcoût pour les entreprises. Mais la situation de ces derniers jours est particulièrement dramatique avec ces coupures à répétition qui obligent les opérateurs économiques à recourir constamment au groupe électrogène.

Dépenses supplémentaires.

En effet, pour préserver leurs matériels de production des risques d'endommagement dû à l'instabilité des tensions du courant de la Jirama, certaines entreprises préfèrent carrément utiliser en permanence leurs groupes électrogènes. Avec ce que cela suppose, bien évidemment, comme dépenses supplémentaires, surtout avec les prix jugés exorbitants du gas-oil. « Dans le contexte actuel, le délestage est un des facteurs de la hausse des prix car le recours aux groupes électrogènes engendre des surcoûts que les entreprises sont obligées de répercuter sur les prix. Pire, le coût énergétique à Madagascar, l'un

des plus chers en Afrique, porte un coup à la compétitivité de Madagascar en tant que destination des investissements », déclare un industriel oeuvrant dans l'agroalimentaire. Et d'ajouter que « s'il n'y a pas de solution pérenne pour réduire les coûts de l'énergie, il y a de fortes chances que j'abandonne la production locale pour me mettre à l'importation ».

Forum régional. Une option qui risque de se généraliser si l'Etat ne trouve pas rapidement une solution à ce problème énergétique qui était d'ailleurs, une fois de plus, évoqué lors du dernier Forum régional pour le développement de la région Atsimo-Atsinanana qui s'est déroulé à Toliara la semaine dernière. Un énième forum où, une fois de plus, l'exécutif était interpellé pour prendre en main ses responsabilités afin de faciliter le travail du secteur privé. Hassim Amiraly, le Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) qui a participé à ce forum explique : « Ce que nous



demandons à l'Etat, c'est de donner aux paysans des terres à cultiver, de faciliter l'accès des entrepreneurs à l'énergie, bref d'améliorer les conditions d'investissements et le reste viendra automatiquement car on n'aura même pas besoin d'organiser des séminaires, ateliers ou forum pour faire venir les investisseurs locaux ou internationaux ». En somme, si Madagascar reste ce pays où il est très difficile d'investir parce que l'énergie reste instable et coûteuse, le développement rapide et durable attendu dans le cadre de la fameuse Emergence restera un vain mot.

Secteur aérien : une baisse des trafics à 5% en 2020

RIANA R. | LES NOUVELLES | 8 DÉCEMBRE 2020

Le secteur aérien connaît une crise sans précédent face à la crise du Covid-19. A Madagascar, seuls 5% des trafics réalisés en 2019 sont effectués cette année, note l'ACM.

Voilà maintenant neuf mois que les frontières de Madagascar à l'international sont fermées, exceptée celle de Nosy Be qui a rouvert le 1er octobre. «Le gap dans le secteur aérien est important. Nous sommes sur le point de calculer les pertes accumulées par ce secteur pour le cas de Madagascar actuellement. Seuls les vols de rapatriement et les vols cargo ont permis à ce secteur de tourner cette année», d'après Tovo Rabemanantsoa, directeur général de l'Aviation civile de Madagascar (ACM), à l'occasion de la célébration de la journée de l'Aviation civile internationale, hier à l'aéroport d'Ivato.

Au mois de juin, l'Association du transport aérien international (Iata) a publié une prévision financière de l'industrie mondiale du transport aérien, indiquant que les compagnies aériennes s'attendent à perdre 84,3 milliards de dollars en 2020. En 2019, les compagnies aériennes à travers le monde ont transporté 4,5 milliards de passagers. Et pour 2020, le chiffre devrait chuter à 1,8 milliard.

A Madagascar, quelques compagnies desservent encore le pays à travers les vols de rapatriement et les vols touristiques vers Nosy Be. Il s'agit, entre autres, d'Air France, Ethiopian Airlines, Air Austral et Air Madagascar. Selon Tovo Rabemanantsoa, à cela s'ajoutent «Toutes les compagnies d'avion léger, les vols privés qui transportent des clients». Le DG de l'ACM précise, par ailleurs, que «Le test PCR et le confinement à l'arrivée dans le pays restent toujours obligatoires».

Une mise à jour de la liste rouge en vue Le 23 octobre, alors que l'ACM a sorti une note relative à la liste des pays depuis lesquels l'embarquement de passagers vers Madagascar n'est pas autorisé, une mise à jour de cette liste devrait avoir lieu prochainement par rapport à l'évolution de l'épidémie dans les 16 pays concernés, affirme l'ACM. Pour rappel, cette mesure d'interdiction concerne 16 pays, en l'occurrence la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Russie, l'U-



kraine, les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil, le Maroc, l'Argentine et l'Iran. A noter aussi que la compagnie Air Madagascar a déjà programmé 11 vols vers et depuis la France du 16 décembre au 19 janvier 2021.

Malgré la crise, l'ACM compte «passer le cap et faire en sorte de maintenir un niveau de sécurité et de sûreté élevé. Les efforts réalisés devront être poursuivis et consolidés afin de pérenniser l'efficacité de notre système d'aviation civile», a noté le DG de l'ACM durant sa prise de parole.

Secteur du tourisme : Les opérateurs réclament l'ouverture des frontières

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 8 DÉCEMBRE 2020

Le premier à être affecté durement par la crise sanitaire et le dernier à se relever. C'est le secteur du tourisme à Madagascar.

En effet, les emplois restent encore incertains étant donné que la Grande île a toujours fermé ses frontières, à l'exception de Nosy-Be. En outre, de nombreux établissements touristiques sont jusqu'à maintenant fermés. Seuls 10% des opérateurs membres de la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) ont pu reprendre leurs activités. Et les chiffres d'affaires des membres de cette entité ont connu une baisse de 90%. Des employeurs sont ainsi obligés de procéder au chômage technique et au licenciement économique. Face à cet état de fait, les opérateurs regroupés au sein de la CTM lancent ainsi un appel d'urgence à l'Etat puisque cette année a été très dure pour eux, selon leurs explications, lors d'une conférence de presse hier à l'hôtel Tsanga Tsanga à Tsaralalàna.

Prise en charge. Et l'année prochaine, le secteur sera encore en crise, d'après leurs prévisions. Raison pour laquelle, cette Confédération réclame à l'Etat l'ouverture des frontières, ne serait-ce qu'au niveau régional, dont l'île de la Réunion et l'Afrique du Sud. Etant donné que de nombreuses régions de



l'île ne dépendent que du tourisme pour leur développement économique. « En plus, nous ne serons pas compétitifs si aucune mesure n'est prise puisque d'autres pays africains ont déjà ouvert les leurs », a déclaré Sandra Afick, le directeur exécutif de la CTM. Dans la même foulée, « nous revendiquons à l'Etat la prise en charge des factures de la JIRAMA pour le deuxième et le troisième trimestre de cette année. Ou bien, il assure la régularisation directe de ces arriérés par le biais du financement alloué par les partenaires techniques et financiers au profit du secteur privé dans le cadre du contexte de Covid-19. Il en est de même pour les charges liées aux cotisations à la CNaPS (Caisse nationale de la prévoyance sociale) durant les trois

derniers trimestres 2020. A part cela, la CTM réclame également l'exemption de toutes les obligations fiscales au titre de l'année 2020 ou du moins le report de paiement pour l'année prochaine », a-t-elle enchaîné.

Faiblesse du pouvoir d'achat. Et parlant de la situation des 44 000 employés directs travaillant dans le secteur, les opérateurs touristiques demandent le prolongement du chômage technique car le délai inscrit par la loi en vigueur, qui est de six mois, est largement dépassé. Les contributions de l'Etat ou bien des partenaires techniques et financiers sont ainsi fortement sollicitées, d'après toujours leurs dires. Par ailleurs, « l'organisation des vols spéciaux reliant Tana et Paris constitue une bouffée d'air pour nous mais ce n'est pas suffisant étant donné que ce ne sont pas tous les opérateurs qui en profitent. Et parlant de la promotion du tourisme national, voyager n'est pas encore à la portée des Malgaches compte tenu de la faiblesse de leur pouvoir d'achat », a conclu Sandra Afick.

Prix du PPN – Recadrage avant sanction pour les commerçants

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 8 DÉCEMBRE 2020

Les mesures de contrôle sur les marchés se poursuivent. Les détaillants récalcitrants sont mis en garde.

Conseil et orientation. C'est en ce sens que les responsables du commerce appliquent les mesures de suivis et de contrôles après les consignes de la Primature quant à l'obligation de résultat par rapport à l'initiative « hetsika vidinentana » entamée vendredi dernier. « Avant de sanctionner, nous procédons à la vérification de toutes les pièces justificatives et autres facturations chez les détaillants et les grossistes. Si ces paperasses sont en règle et que malgré cela, les commerçants vendent le riz à un prix élevé car ils ne peuvent faire autrement dans la mesure où ils ont acheté ce riz au prix fort chez leurs fournisseurs, nous priorisons les conseils avant toutes choses et n'envisageons les sanctions que pour ceux qui récidivent » explique Gilchrist Rakotoson, directeur du commerce intérieur.

La facturation de toutes les transactions sera également imposée dorénavant pour faciliter les suivis. Car depuis quelques semaines, le prix des produits de première nécessité grimpe. Au niveau des détaillants de la capitale, ce sont surtout les produits alimentaires qui subissent cette hausse. À l'exemple du

sucré ou de l'huile. Ces augmentations seraient une initiative injustifiée des grossistes. Pour assurer la disponibilité des stocks de riz, mais aussi la stabilité des prix, cent mille tonnes de riz devraient arriver dans le pays jusqu'à la fin de l'année. Il s'agit de riz importé par les opérateurs privés. Celui importé par la société State procurement of Madagascar (SPM) n'y est pas encore inclus.

« **Vary mora** »

D'autant qu'une opération « Vary mora » est également prévue avant la fin de l'année, selon les informations reçues du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. Les agents du ministère ont ainsi sillonné certains marchés populaires pour imposer le prix du riz importé à 25% de brisure à pas plus de cinq cent cinquante ariary le kapoaka. Ce riz est importé et est arrivé en terre malgache au prix de soixante dix-neuf mille ariary le sac de cinquante kilos. Ce qui fait le prix du kilo à cinq cent cinquante ariary. Cependant, cette tarification ne s'applique pas aux prix du riz produit localement.

« Avec les quelques centaines de tonnes qui seront importées, les autorités



comptent inonder le marché et par le principe de la loi de l'offre et de la demande. La saturation du marché avec ce riz importé devrait faire redescendre le prix du riz local si les commerçants appliquent une rétention de stock en vue d'un phénomène de spéculation » conclut le directeur du commerce intérieur. Cependant, en termes de statistique, la production nationale de riz est de deux millions six cent mille tonnes par an. Mais il est difficile d'expliquer sa répartition au niveau de toutes les régions.

Fonctionnement du CCO Kere - Un budget à hauteur de 6 milliards d'ariary

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 9 DÉCEMBRE 2020

Le Gouvernement vient à la rescousse de la population victime de la famine dans le Sud. Un Centre de commandement opérationnel contre le kere (CCOK) a été dernièrement mis en place à Ambovombe et Amboasary-Atsimo pour remédier durablement à ce problème. Un Centre de réhabilitation nutritionnelle et médicale (CNRM) sera également installé dans ces localités.

Une délégation des membres de l'Exécutif, conduite par le Premier ministre Ntsay Christian s'est réunie avec les autorités locales dimanche dernier à Amboasary-Atsimo. Il a été convenu avec le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandrato que le Gouvernement consacrera un budget de 6 991 997 500 ariary pour assurer le fonctionnement du CCOK et du CRNM.

Cette somme servira à financer les transferts sociaux au bénéfice de 14 200 ménages vulnérables, l'amélioration de la nutrition des personnes sous-alimentées, la mise en place du CNRM, la nourriture de 20 000 bébés et de 1 000 femmes enceintes, la distribution d'eau à chaque foyer ainsi que le fonctionnement du CCOK et du CRNM au quotidien. A noter que ce budget pourrait faire l'objet d'une modification.

Concernant le déblocage du fonds, celui-ci doit être préalablement accordé par le contrôle financier. Sa validation requiert la signature du chef-lieu de District, le Centre de prévention et de gestion des urgences (CPGU) à Amboasary-Atsimo ainsi que le directeur du CCOK. Un régisseur du ministère de l'Economie et des Finances se charge de la



trésorerie.

Par ailleurs, le ministère des Postes et des Télécommunications a créé un logiciel nommé « Keredata » pour constituer une base des données relatives au kere dans le Sud. Cette plateforme numérique contient le recensement des ménages dans chaque localité, leur suivi sanitaire, l'effectif des décès ainsi que la fiche de suivi des personnes malades de la malnutrition alimentaire sévère. Tout ceci afin de suivre en temps réel l'évolution de la famine dans le Sud. Le Premier ministre Ntsay Christian a d'ailleurs souligné que « la pauvreté n'est pas un destin. Le Gouvernement a déjà adopté une stratégie pour affronter le kere dans le Sud ».

Campagne litchis – Le Sud-Est abandonné

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 9 DÉCEMBRE 2020

Avec la demande du marché européen revue à la baisse pour cette campagne 2020, une partie de la production de litchis malgache peine à trouver preneur. Ce constat a été exposé hier par un opérateur de cette filière opérant dans la région du Vatovavy Fitovinany qui a préféré se tourner exclusivement sur la production dans la région Atsinanana. Si le marché européen avait passé commande de plus de quinze mille tonnes à la même période en 2019, cette année ce chiffre a été revu à la baisse avec douze mille tonnes de litchis en direction de l'Europe avant les fêtes de fin d'année.

« Dans le Sud-Est, la production bat



son plein, mais c'est l'acheminement de la marchandise jusqu'à Toamasina qui nous a découragés. Raison pour laquelle nous nous sommes concentrés sur la région Atsinanana », confie un collecteur. En effet, Madagascar produit entre 80 000 et 100 000 tonnes par an, mais faute d'infrastructure et

parfois recalés sur le volet qualité, les produits de la Grande île ne s'écoulent finalement que sur le marché local.

Durant en moyenne deux mois, la saison du fruit de Noël gagnerait à être mieux exploitée avec une meilleure préparation au niveau des infrastructures. La Grande île ne peut exporter qu'un peu moins de 20 000 tonnes sur 100 000 tonnes de production. D'un autre côté, ces 20 000 tonnes ne couvrant pas la demande du marché habituel en temps normal avec une baisse de quotas sur le principal marché qu'est l'Europe, ces clients se tournent alors vers les autres pays producteurs, à l'instar de l'Afrique du Sud.

Business forum Atsimo-Andrefana – Les potentialités minières négligées

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 9 DÉCEMBRE 2020

Les trois jours de Business Forum ont été riches en idées et en propositions. Le secteur minier a, en revanche, été quelque peu moins mis en avant.

LOUPÉES. Les richesses minières dont regorge la région Atsimo Andrefana ont été survolées et non approfondies. Les dix panels de discussion organisés lors du Business Forum régional, qui s'est tenu à Toliara, n'ont pas abordé le thème des potentialités minières. « À mon constat, le forum a été principalement axé sur l'Agri-business avec l'annonce de la mise en place d'un projet de transformation agroindustrielle dans la région Sud-ouest. Tout a tourné autour de ce projet comme le développement énergétique qui va le soutenir avec la mise en place d'une usine par district », raconte un participant.

À la liste de Mining Business Center, une dizaine de sociétés minières sont pourtant localisées dans la région Atsimo-Andrefana : Base Toliara, PAM Sakoa, Magrama, Red Granity et Labrador, MCM, Madagascar Mineral Ressources, Jindal, Mada-Aust, Energizer Ressources, Gold Sand, Coal Mining Madagascar, MadCore, Madagascar ressources et SG Group. On indique qu'elles effectuent des recherches ou exploitent des pierres et métaux précieux, des substances industrielles et des pierres d'ornementation.

Sans oublier le saphir de Sakaraha, le corindon, l'or et les pierres d'Ampanihy, Betsioky, Benenitra, Ankazoabo, Bereroha. « Lors de ce forum, je m'attendais à définir comment ces ressources pourraient impacter plus la vie économique et sociale de l'Atsimo-Andrefana », regrette-t-il.

Approche intégrée

La suspension de la société Base Toliara



a été soulevée par le député du district de Toliara II. D'autres lui ont emboîté le pas en avançant que 160 millions de dollars seront investis dans les deux premières années du projet d'extraction d'ilménite. « Un énorme avantage à tirer pour les opérateurs locaux en termes de construction et surtout d'emplois », lance un participant.

Entre les discussions, un participant, en s'adressant à la ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat, a demandé de faire passer le message au ministre en charge des Mines. « La levée de la suspension des permis miniers résoudra en bonne partie le problème de développement de l'Atsimo-Andrefana », insiste-t-il. Il a été souligné que ce développement doit partir d'une approche intégrée en définissant les priorités. Le ministre de l'Énergie et des

hydrocarbures, Christian Ramarolahy, dans une discussion, a mis en exergue que le développement énergétique de l'Atsimo-Andrefana, ne se fera pas par la seule Jirama.

Aussi, les participants ont-ils attendu que la situation du gaz de Mahaboboka à Sakaraha soit plus éclaircie. La suite à donner au projet d'exploitation du charbon de terre d'une capacité de 60MW, à Benenitra, qui peut contribuer à augmenter de 12% la capacité de production énergétique, annoncée en 2018, n'a pas été claire. Au lendemain du forum qui s'est tenu du 1er au 3 décembre, une foire régionale des Mines s'est tenue à la Chambre de commerce, mais n'a pas tellement donné l'effet escompté. Il n'y eut pas assez de communication et peu de visiteurs. Tous les opérateurs miniers n'y ont pas été présents.

Caravanes de la lumière : Campagne lancée par la Jirama pour éclairer 50 chefs-lieux de Districts

ANTSARA R. | MIDI MADAGASIKARA | 9 DÉCEMBRE 2020

Compte tenu de la situation présente, de nombreux défis attendent encore la Jirama, qui passe à la vitesse supérieure. Après la campagne « Un jour, un quartier », la société d'Etat a lancé hier la campagne « Un jour, une ville : Caravanes de la lumière ».

De la lumière pour 50 chefs-lieux de Districts. C'est l'objectif de la campagne menée par la Jirama, depuis hier. « Le Velirano est tenu, le président de la République tient sa parole de mettre à la disposition de tous « Electricité et Eau ». Une vision qui fait également partie des grands axes de la réforme de la Jirama. Raison pour laquelle, cette société d'Etat et son ministère de tutelle, celui de l'Energie et des Hydrocarbures veillent à l'effectivité de cette promesse », a déclaré le DG de la Jirama, Vonjy Andriamanga, lors de la cérémonie de lancement de la campagne « 1 jour 1 ville : caravanes de la lumière », qui marque également le départ de la Caravane, hier à Ambohimambola. Pour la Jirama, le lancement de cette campagne est une manière de célébrer, hier, la Journée internationale de la lumière.

Eclairer la Grande-île. Selon les explications, cette action consiste à mettre à la disposition de la population, dans tous les chefs-lieux de district, des éclairages publics. 50 sites issus des six Directions interrégionales de la

Jirama sont les cibles de cette action. La vision est d'équiper, au moins, une ville par jour d'éclairage public COBRAS, jusqu'à la fin de cette année. Selon les informations, le ministère de l'Energie et des Hydrocarbures appuie la Jirama dans cette action par la dotation de lampes solaires supplémentaires. Comme le nom « Caravanes de la lumière » l'indique, des camions sillonneront plusieurs régions avec les équipements à installer et ainsi partager la lumière pour illuminer le pays. L'objectif dans la concrétisation de cette action est également de renforcer la lutte contre l'insécurité et d'embellir les images des grandes villes.

Bénéficiaires. D'après la Jirama de la campagne sont les zones d'Ankazobe, Mahitsy, Fenoarivo Centre, Analavory, Imeritsiatosika, Ampefy, Antanifotsy, Anjozorobe, Amparafaravola, Andilamena, Betafo, Manandriana, Belo sur Tsiribihina, Mahabo, Ranohira RN7, Betroka, Ivohibe, Iakora, Befotaka, Midongy du Sud, Ikongo, Ikalamavony, Ambato Boeny, Tsaratanana, Mitsinjo, Kandreh,



Befandriana Nord, Mandritsara, Mampikony, Port-Bergé, Bealanana, Analalava, Maintirano, Morafenobe, Ambatomainy, Besalampy, Ambodiatafana, A/bao Manampotsy, Mananara Nord, Maroantsetra, Marolambo, Soanierana Ivongo, Vatomaniry, Vavatenina, Ampanihy-Ouest, Bekily, Beloha, Benenitra, Beroroha, Betioky-Sud, Bezaha, Manja et Morombe. Les Directions régionales de la Jirama bénéficiaires sont donc les Directions interrégionales de Toliara, d'Antananarivo, d'Antsirabe, de Fianarantsoa, de Mahajanga et de Toamasina.

Vols domestiques : une hausse notable de la demande

RIANA R. | LES NOUVELLES | 9 DÉCEMBRE 2020

La demande auprès de la Tsaradia connaît une hausse constante depuis la reprise des vols domestiques et surtout en cette période des fêtes. La compagnie indique toutefois qu'elle reste loin de sa performance de l'an dernier. Elle fait toujours face aux difficultés rencontrées durant la crise sanitaire aujourd'hui.

«On note une hausse de 15 à 20% par rapport à notre prévision aujourd'hui», a fait savoir lundi Andriamamonjy Rafanomezantsoa, le directeur général de la compagnie, à l'occasion d'une rencontre organisée à Ivato. « L'obligation de faire des tests PCR au Covid-19 a légèrement freiné les passagers au début. Mais maintenant qu'il n'est plus obligatoire, la demande est en constante augmentation », a-t-il poursuivi.

Au début de la reprise des vols intérieurs, la compagnie a effectué 24 vols par semaine. Aujourd'hui elle en réalise autour de 45. Mais il faut noter que Tsaradia reste loin du compte car avant la crise sanitaire, elle réalisait jusqu'à 220 vols par semaine.

12.254 billets annulés à régulariser
En dépit de cette légère reprise, la compagnie Tsaradia dit encore faire face aux dégâts laissés par la crise. Encore



12.254 billets annulés durant la période de confinement restent à régulariser aujourd'hui. « Cela représente entre 6 à 7 millions de dollars », a précisé son directeur général, soulignant également qu'«Il faudra une stratégie pour régulariser cette situation. Nous espérons une réouverture des frontières internationales, ou du moins les vols régionaux pour bientôt car il nous faut de nouveaux clients pour combler ce

gap».

Outre les billets annulés, Tsaradia devrait également régulariser ses arriérés auprès des fournisseurs. «Nous avons conclu un accord avec nos fournisseurs durant la crise, dans lequel ils nous ont accordé de les payer à hauteur de 30% de leur prestation. Nous commençons à régulariser les arriérés depuis novembre, et cela, sur une période de 12 mois», selon Andriamamonjy Rafanomezantsoa.

Pour rappel, Tsaradia bénéficie d'un soutien à la trésorerie de 11,6 millions de dollars pour faire face à la crise, tel annoncé dans le Plan multisectoriel d'urgence (PMDU). Questionné à ce sujet, le DG de la compagnie a indiqué que «les discussions sont toujours en cours. Et il faut préciser que Tsaradia n'est pas la seule société en crise à cause de l'épidémie».

Energie – Les négociations sur Volobe sur le point d’aboutir

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 9 DÉCEMBRE 2020

Alors que la Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV) attend la signature finale du projet depuis avril, une révision du tarif moyen du kilowattheure est demandée.

Longue attente. Les négociations en vue de la concrétisation du projet de barrage hydroélectrique Volobe Amont dans la région Atsinanana sont à un cheveu d'être conclues selon la compagnie chargée de sa construction à travers son directeur général. Un constat exposé par ce dernier, à Toamasina hier, à l'occasion de la présentation des tenants et aboutissants du projet auprès des responsables régionaux et communautés locales.

« Toutes les parties prenantes sont d'accord à presque 99% actuellement. Nous attendons le feu vert des hautes autorités pour finaliser le contrat et pour procéder au démarrage concret des négociations pour le financement auprès des bailleurs de manière à entamer la construction même du barrage » explique Rémy Huber, directeur général de la Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe (CGHV).

Les négociations étaient sur le point d'aboutir au mois d'avril. Mais avec le contexte de pandémie actuel, les pourparlers ont été reportés au mois d'octobre où les autorités ont préféré revenir sur quelques points à améliorer avant le démarrage concret du projet, notamment le contrat de concession



Remy Hubert, directeur général de la CGHV, reste optimiste pour la suite.

qui devrait durer 25 ans et non 35 ans comme prévu, le prix du kilowattheure passerait de 5,75 à 5 centimes d'euro ou encore l'éventuelle entrée de l'État sur le projet à hauteur de 10%.

Finalisation

Le projet en est donc à la finalisation de l'étude d'impact environnemental et social, de ses plans de gestion et de la préparation des appels d'offres, liés à l'approvisionnement général du projet surtout pour la phase construction. Cependant c'est l'attente de la signature des contrats de concession et de vente avec l'État qui reste à réaliser. Ce projet Volobe Amont devrait ainsi permettre de réduire les dépenses de la Jirama qui est actuellement à peu près 17 à 18 centimes d'euros par KWh et

va par la suite impacter positivement le prix à la consommation.

En effet, pour la région Atsinanana, la Jirama est encore dans l'obligation de recourir à des fournisseurs privés. Ces derniers utilisent des centrales thermiques pour produire de l'électricité. Un système coûteux comparé à la solution hydroélectrique qui est trois fois moins chère.

« Il y a déjà un barrage à Volobe. Ce dernier produit environ 6 Mégawatts d'électricité alors que le besoin de la région se situe entre 26 et 28 Mégawatts journalier. La compagnie fait appel à des fournisseurs pour combler le gap. La production journalière de toutes les centrales, hydro, solaire et thermique réunit aujourd'hui environ 39 Mégawatts. Ce qui satisfait amplement les besoins de Toamasina. Cependant, la production sur le thermique constitue la majeure partie de cette électricité. Un peu coûteux pour la compagnie. L'avènement de Volobe Amont devrait changer la donne » s'enthousiasme Tsiotery Francesca, directeur régional par intérim de la Jirama pour la région Atsinanana.

Approvisionnement : 5.315 tonnes de riz proposées aux grossistes

RIANA R. | LES NOUVELLES | 10 DÉCEMBRE 2020

A l'heure où les prix du riz sur le marché jouent au yoyo, la State Procurement of Madagascar (SPM) vient de lancer un Appel à manifestation d'intérêt (Ami) destiné aux grossistes et distributeurs agréés de riz pour l'achat de 5.315 tonnes de riz blanc.

Cette quantité de riz blanc importé avec 25% de brisures est à revendre dans 6 zones de distribution du pays à un prix fixé à 1.850 ariary le kilo au niveau des consommateurs.

Douze régions seront concernées par l'opération à savoir Analamanga, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Anosy, Androy, Boeny, Sofia, Diana, Menabe et Atsimo Andrefana. Un ou deux grossistes par zone de distribution seront sélectionnés et les marchandises leur seront livrées depuis un entrepôt sis à Toamasina. Le candidat sélectionné devra commander au minimum 250 tonnes de cette variété de riz.

Autres critères, l'opérateur devrait avoir une bonne solidité financière pour le paiement au comptant, le jour de l'enlèvement des marchandises à Toamasina. Il devra accepter par écrit de fixer une marge commerciale ne dépassant pas le plafond de 3.000 ariary par sac de 50 kg. L'opérateur devra aussi accepter par écrit d'exiger aux clients détaillants, un prix maximal aux consommateurs de 92.500 ariary le sac de 50 kg, soit 1.850 ariary le kilo ou 530 ariary le kapoaka. Cela pourra se vérifier à travers une facture en bonne et due forme et un registre spécial des détaillants bénéficiant les «Vary Tsinjo» aux fins de contrôle des commissaires du commerce. Le prix de vente du riz, au départ de l'entrepôt de Toamasina



sera fixé à 79.050 ariary le sac de 50 kg. «Sur les étals, ce riz portera le nom commercial de Vary Tsinjo», note la SPM.

Par ailleurs, 500.000 tonnes de riz seront importées prochainement pour approvisionner le marché, a-t-on rapporté en conseil des ministres, hier. Le même communiqué indique davantage qu'«Il n'y aura pas de hausse des prix des PPN sur le marché intérieur, après l'accord établi avec les importateurs et producteurs locaux».

Tourisme – Le métier de guide touristique vacille

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 DÉCEMBRE 2020

La « libéralisation » du métier menace les guides touristiques. Ces derniers craignent pour l'avenir du tourisme.

Tourmentés. Un projet de textes sur la suppression des agréments pour pouvoir exercer le métier de guide touristique est en coulisse. Une réunion pour étudier la question s'est tenue la semaine dernière au ministère en charge du Tourisme. Une « libéralisation » du métier qui est vue par les guides comme menaçant à la fois le côté formel de leur métier, mais aussi, le tourisme en général. «

L'agrément serait facultatif et non obligatoire pour ceux qui veulent exercer le métier. Cela nous inquiète au plus haut point car cette forme de libéralisation entraverait grave à notre métier. C'est comme si tout le monde peut devenir docteur du jour au lendemain sans avoir approfondi le domaine » détaille Maheryson Manitra, président de la Fédération nationale des Guides. « La fédération demande à ce que le ministère reconsidère l'importance de notre métier » poursuit-il. Une association de guides dans la région Analamanga se dit « sidérée » par la nouvelle et se pose la question sur le pourquoi de cette éventuelle décision de supprimer les agréments de guide touristique.

Enjeux. Le métier regroupe 2076 guides touristiques éparpillés dans toute l'île. « Il faut savoir que pour qu'un guide touristique soit formel, il doit être en possession de cet agrément, fourni par le ministère du Tourisme. Une carte professionnelle et un badge sont également obligatoires pour qu'un guide soit agréé » explique l'un d'eux. Le guide doit avoir un minimum de bagages intellectuels et devait avoir suivi des formations spécifiques sur les techniques de guidage, les langues étrangères, le secourisme, l'environnement naturel et culturel des divers sites.

Il passe par une évaluation et une appréciation avant de se faire délivrer l'agrément. Selon toujours les précisions, libéraliser le métier en octroyant les licences à qui le veut, donnerait une mauvaise image au tourisme qui est déjà à genoux. « Tous les précédents efforts de formalisation du métier seraient alors vains. Un guide informel présente un grand risque pour la sécurité des touristes comme l'arnaque, le kidnapping ou le viol. Les touristes risquent d'être délaissés dans la forêt en plein milieu du circuit »



raconte u chauffeur-guide.

Les guides sont obligatoires dans les parcs nationaux vu que les parcs n'ont pas d'indication comme dans les autres pays. Le GPS n'est toujours pas fonctionnel. Le parc national de Ranomafana, à lui seul, s'étale sur 41 000 ha par exemple et un étranger s'est déjà perdu et n'a été retrouvé qu'un mois après car il n'était pas accompagné par un guide. « Dans de pareils cas, le guide informel ne serait pas traçable et qui endossera alors les responsabilités ? » se demande-t-il. Libéraliser le métier de guide touristique signifierait tout simplement que les Écoles de tourisme n'ont plus leur raison d'être.

K-VTT: le tourisme à vélo en promotion

RIANA R. | LES NOUVELLES | 10 DÉCEMBRE 2020

Le changement de comportement causé par la crise du Covid-19 a mis en avant l'usage du vélo dans plusieurs pays du monde. C'est dans ce cadre que l'association Kolontsain'ny Voy sy ny tontolony (K-VTT) réunissant des jeunes malagasy adeptes du transport à vélo, est née en plein confinement cette année.

Pour prendre part à la promotion de la destination Madagascar, mais aussi pour innover les offres touristiques dans le pays, l'association organise, ce 12 décembre, un événement bike qui vise à promouvoir le tourisme à vélo dans la capitale. « 80 participants



ont répondu présents à l'événement. Il s'agit d'amateurs, de passionnés, de professionnels ou de simples citoyens qui veulent pratiquer cette discipline. Les inscriptions restent ouvertes jusqu'à

vendredi», précise Lova Nantenaina Randrianarimanana, vice-président du K-VTT, lors d'une conférence de presse, hier à Isoraka.

La randonnée à vélo se fera entre Ambodifasina et le rova d'Ambohimanga, incluant une visite de ce célèbre patrimoine, plantation d'arbre, ainsi qu'une exposition et échanges devant la mairie de la commune d'Ambohimanga. L'événement sera précédé de quatre conférences-débat organisées ce jour au Centre de ressources des arts actuels de Madagascar (Craam) sur les avantages de l'usage de ce moyen de transport.

Services – Les opérateurs aux taquets pour les fêtes

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 DÉCEMBRE 2020

La fin d'année approche et les stratégies de vente sont en train de se mettre en place. Dans le but de stimuler leurs ventes, les professionnels emploient différentes techniques, dont la promotion des ventes. À l'instar de Jovena qui ambitionne de rééditer les mêmes objectifs que l'année dernière en termes de satisfaction client. « Remettre le client au centre de toutes nos attentions pour les fêtes de fin d'année » s'enthousiasment les responsables du service commercial de l'enseigne. Pour ce faire, une vente promotionnelle est appliquée sur une durée déterminée, elle peut concerner un ou plusieurs articles.

Une stratégie accompagnée par des initiatives d'actions et de sensibilisation et à responsabilité sociale. « Des enfants de plusieurs quartiers de Tana auront des ateliers concernant le recyclage et pourront décorer l'intérieur des stations services de leurs propres créations. Et pour tous les automobilistes, les transporteurs routiers et Taxi-Be qui effectueront un achat, des offres promotionnelles seront aussi disponibles sur les stations-services » ajoutent ces responsables. Les gérants de stations-services, partenaires et autres fournisseurs travaillent ainsi de concert pour atteindre ces objectifs de satisfaction pour ces fêtes de fin d'année.

Migrations Internes : Un laboratoire inauguré et hébergé au CNRE Fiadanana

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 10 DÉCEMBRE 2020

Alors que la Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV) attend la signature finale du projet depuis avril, une révision du tarif moyen du kilowattheure est demandée.

Le pays dispose désormais d'un Observatoire des migrations internes. Celui-ci a été inauguré le 4 décembre dernier à Fiadanana, et lancé officiellement par le CNRE (Centre National de Recherches sur l'Environnement). « Ces dernières années, une augmentation importante des flux de migration interne depuis le sud du pays vers les centres urbains et les zones rurales de l'ouest et du nord-ouest a été constatée. Si la migration interne n'est pas un phénomène nouveau à Madagascar, les dynamiques sous tendant cette migration ont significativement changé, entraînant des effets qui jamais auparavant n'avaient été observés, et bouleversant des dynamiques sociales, politiques et économiques locales, régionales et nationales », a indiqué le CNRE, lors de la cérémonie de vendredi dernier, en présence de représentants des ministères et entités publiques, du corps diplomatique, des institutions académiques et de recherche, et des Organisations de la Société Civile.

Appuis. L'objectif final de la nouvelle structure est de contribuer à réduire sensiblement les tensions et conflits sociaux résultant des migrations non maîtrisées et constituant une menace à la paix et à la cohésion sociale. C'est le



Lancement du premier Observatoire sur les migrations internes, le 4 décembre 2020.

cas des actions dans les régions Androy et Menabe, soutenu par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le PNUD, financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF - Peacebuilding Funds). Selon les informations, c'est pour accompagner le renforcement de capacités des autorités et acteurs de la gestion des migrations internes ; et pour contribuer à une appréhension de ces enjeux de manière plus pérenne et durable au niveau national et local, que l'OIM soutient le CNRE dans la mise en place d'un Observatoire, selon Yves Mong, directeur du CNRE.

Actions. L'Observatoire des migrations internes ambitionne d'être une première structure, qui servira de plateforme de référence pour étudier,

produire et affiner à travers le temps les connaissances sur un certain nombre de paramètres et enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux rencontrés à Madagascar, en lien avec les phénomènes de migrations internes. L'Observatoire sera également une plateforme d'échange, pour la diffusion et discussion des connaissances sur ces phénomènes et leurs dynamiques au sein de la communauté scientifique (nationale et internationale) et au-delà - et notamment auprès des décideurs et des autres parties prenantes, comme le grand public et la société civile, dans la planification de leur réponse et dans l'élaboration de stratégies qui visent à une meilleure gestion des migrations internes. Selon son directeur, Yves Mong, le CNRE confirme sa volonté d'utiliser pleinement les capacités de l'Observatoire pour que les décideurs politiques puissent avoir une meilleure compréhension, une bonne évaluation du phénomène actuel des migrations internes, afin de prévoir les impacts et formuler une stratégie de gestion éclairée et avisée des migrations internes à Madagascar. Selon lui, les données produites par l'Observatoire vont contribuer à terme à la formulation d'une politique durable de la migration à Madagascar.

Banque : Herintsalama Rajaonarivelo devient le PCA de la BNI

R. R. | LES NOUVELLES | 10 DÉCEMBRE 2020

Les actionnaires de BNI Madagascar ont annoncé, hier, la nomination de Herintsalama Rajaonarivelo en tant que nouveau président du conseil d'administration (PCA) de la banque. Il succède donc à Henri Rabarijohn qui a occupé ce poste auparavant.

Assurant plusieurs fonctions dans le secteur privé, Herintsalama Rajaonarivelo a été président de l'International Trade Board of Madagascar (ITBM), également président fondateur du Fikambanan'ny orinasa Malagasy (Fom) et président d'honneur du groupement patronal Fivmpama, après en avoir assuré la présidence pendant plusieurs mandats. Il est actuellement vice-président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo.

Herintsalama Rajaonarivelo a également occupé des postes dans les secteurs des finances et des assurances. Il a déjà été PCA de la compagnie d'assurances, réassurances et omni-



branches (Aro) et membre du conseil d'administration de Fiaro. Pour la BNI Madagascar, « Ses activités de conseils, ses différents postes d'administrateur, sa connaissance du tissu des PME et ses

relations étroites avec les partenaires techniques et financiers sont autant d'attributs qui permettront à la banque d'avancer mieux pour atteindre ses objectifs ».

Perception d'Atsimondrano - Un nouveau local au bénéfice de 4 000 pensionnés

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 11 DÉCEMBRE 2020

La Direction générale du trésor (DGT) a rénové le rez-de-chaussée du bâtiment de la Direction générale de l'Economie et du Plan Anosy pour en faire la nouvelle perception principale d'Atsimondrano. Situé auparavant à Tsaralalàna, l'ancien local se trouvait dans un état délabré. L'intérieur et l'extérieur du bâtiment sont étroits. Les 4 000 retraités qui y touchent leur pension ne disposaient pas d'abris et leur sécurité n'était pas assurée étant donné son emplacement. La DGT a alors, dans un premier temps, organisé les grands paiements dans la grande salle du Plan Anosy, le temps de finir les travaux.

Durant son discours, le ministre de l'Economie et des Finances Richard Randriamandrato a souligné l'importance de cette amélioration du service public. « Le Président de la République a donné comme directive la mise aux normes des locaux publics pour mieux accueillir nos concitoyens et plus particulièrement les retraités. Ils ont déjà autant donné pour le pays et méritent d'être bien traités. Ce nouveau local est une étape parmi tant d'autres dans la réalisation de cette directive. Nous n'allons pas nous limiter uniquement à Analamanga, nous allons faire de même dans les autres Régions. Nous prévoyons également d'instaurer le paiement électronique pour offrir plus d'options aux pensionnés et bien sûr il y aura des mesures d'accompagnement », a déclaré le ministre.



Tombé à la date du début de paiement des pensions, les sept caisses situées dans ce nouveau local accueillent les retraités tout de suite après l'inauguration. L'ouverture d'autres sous-caisses dans d'autres localités figure déjà dans les perspectives de la Direction générale du trésor. « Ce nouveau local est une réalisation de plus dans la mise en place des services de proximité du trésor public. Nous allons prochainement procéder à l'ouverture des sous-caisses auprès des Communes comme nous l'avons déjà fait à Ambohibao Antehiroka » a indiqué Ihaja Ranjalahy, directeur de la DGT. Pour rappel, le même département a récemment inauguré l'annexe de la Trésorerie principale intercommunale dans la Commune d'Ivato Antehiroka.

Eau, assainissement et hygiène : Un atelier de cadrage pour le suivi des financements

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 11 DÉCEMBRE 2020

Les projets de développement du secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène avancent à grand pas. Les 8 et 9 décembre derniers, un atelier de cadrage sur l'étude de suivi de financement du secteur WASH ou initiative « TrackFin » (Tracking Financial to WASH) a été organisé dans la Région Vakinankaratra. « Cet atelier est une opportunité de discuter sur les périmètres de collecte des allocations budgétaires au niveau national et d'améliorer l'orientation de la base de données spécifiques et informations pour le suivi des flux financiers dans le secteur Eau, Assainissement et Hygiène », a indiqué le secrétaire général du Ministère de tutelle, Simon Randriantsiferana. A noter que les



Atelier de cadrage sur l'étude de suivi de financement du secteur WASH, organisé à l'Arotel, les 8 et 9 décembre.

actions pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable figurent parmi les grandes priorités, actuellement prises en compte. Cette semaine, la ministre Voahary Rakotovelomanantsoa, accompagnée par les représentants de

la Jirama et les élus locaux, a effectué une visite sur les sites de production d'eau potable de la région Analamanga. Des améliorations sont en cours de mise en œuvre, notamment au niveau de la station de traitement de Mandroseza II, qui prévoit une augmentation de 1000m³/h, en attendant la mise en opération de la station de 4000m³. La délégation a également visité les stations conteneurisées avec une capacité de 100m³/h, dont celle d'Ankadindratombo, qui améliorera l'alimentation en eau de la commune d'Alasora. Enfin, la délégation a fait la visite de la fonctionnalité du captage alimentant la partie Est d'Antananarivo, notamment les zones d'Ambohimangakely et ses environs.

Ecole numérique – Des tablettes pour vingt établissements

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 DÉCEMBRE 2020

Le programme écoles numériques s'étend. Vingt nouveaux établissements scolaires, des écoles primaires publiques et des collèges d'enseignement général (CEG), bénéficient en cette nouvelle année scolaire, de ce programme. Ils reçoivent chacun, des kits numériques de la part d'Orange solidarité Madagascar. Chaque kit est composé de vingt-cinq tablettes et casques, d'un ordinateur portable, d'un serveur, d'un vidéo projecteur avec écran, des Powerbanks et de riches contenus. Le lancement officiel de ce programme écoles numériques a eu lieu au CEG Antanimbarinandriana, hier, lors duquel Orange solidarité Madagascar a remis les kits pour cet

établissement scolaire.

Avec cette extension, Orange Madagascar, le partenaire du ministre de l'Éducation nationale dans ce programme, compte réduire la fracture numérique. L'objectif est de faciliter l'imprégnation du programme éducatif en ajoutant des contenus numériques dans les classes primaires et secondaires, à travers une méthode ludique. La qualité de l'éducation devrait s'améliorer, dans la foulée.

Ce programme a été lancé en 2014. Depuis, six mille tablettes ont été distribuées dans cent trente-six établissements scolaires des vingt deux régions de Madagascar.

Evolution de la covid-19 – Les entreprises se restructurent

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 DÉCEMBRE 2020

La pandémie de Covid-19 a poussé les entreprises à repenser leur business model. La performance nécessite aujourd'hui une digitalisation.

La mise en place de la politique de relance économique ne suffira pas, à elle seule à redresser la situation chaotique des entreprises depuis mars, début de la pandémie de Covid-19. Celle-ci continue d'évoluer et d'affecter les entreprises qui en subissent les effets. Le confinement a bouleversé les offres et les demandes, plutôt instables, et malgré un déconfinement de fait, les entreprises ont du mal à atteindre une vitesse de croisière. Dans une optique de restructuration, les sociétés misent sur la technologie de l'information.

« Pour assurer la continuité de leurs activités en respectant les mesures barrières, les sociétés doivent transformer leur mode de fonctionnement tout en utilisant les plateformes numériques. La mise en place de la technologie de l'information est l'une des solutions, sinon la solution la plus adéquate pour faire

face à la progression de la pandémie de Covid-19 », avance l'économiste Hugues Rajaonson.

De nombreuses entreprises s'y mettent, conscientes des avantages qu'apporte l'utilisation de l'internet, des réseaux sociaux, et des applications spécialisées à travers la visioconférence ou l'audioconférence, qui amoindrissent le contact physique entre collaborateurs et les probabilités de contamination au coronavirus. Les entreprises individuelles, celles intermédiaires ainsi que les très grandes entreprises n'hésitent plus à investir dans la digitalisation pour piloter la politique de relance économique, et repenser leur business model.

Politique de relance

C'est une solution pour éviter le ralentissement des activités dans le pays. Elle vise à augmenter la production et la demande des produits,



Pour Hugues Rajaonson, en utilisant les plateformes numériques, les sociétés poursuivent leurs activités tout en respectant les mesures barrières.

à inciter les établissements financiers à faire confiance aux entreprises et à financer leurs activités. Elle devrait se conformer et s'adapter aux environnements existants. « Il s'agit d'une politique de relance économique adaptée à l'entreprise, supportée par la population, conforme aux environnements et irréversible », affirme l'économiste.

Gestion du personnel de l'Etat : l'Augure 2.0 lancée officiellement

RIANA R. | LES NOUVELLES | 11 DÉCEMBRE 2020

Amélioration de la gestion des ressources humaines au niveau de l'administration publique. La seconde version de l'Application unique de gestion uniforme des ressources humaines (Augure) devrait être opérationnelle prochainement, après son lancement officiel, hier à Ivato. Trois ans après le lancement de la première version de l'Augure, l'application a été repensée pour «la mise en place de cadres réglementaires instituant l'application, l'assainissement et la sécurisation de la base de données, la normalisation des étapes de conception des modules et la reprogrammation des modules existants», annonce la Direction générale des finances et des affaires générales (DGFAG).

Les recommandations émises par la Cour des comptes en octobre, concernant les failles sur la gestion des ressources humaines de l'Etat en ce moment, ont été également considérées dans l'Augure 2.0. Les pertes enregistrées en raison de la mauvaise gestion des dépenses liées au personnel de l'Etat sont évaluées à 14 milliards d'ariary par an, d'après le rapport de la Cour des comptes.



Au niveau de sa fonctionnalité, Augure 2.0 n'est pas une application figée. Elle peut être améliorée selon l'évolution de la fonction publique dans les prochaines années. Elle n'est pas non plus une finalité dans la gestion du personnel de l'Etat, mais il s'agit d'un socle solide

pour la mise en place du Système intégré de gestion des ressources humaines (SIGRH). Pour rappel, les dépenses liées au personnel de l'Etat occupent près de 30% du budget général de l'Etat chaque année. Elles représentent 5,5% du PIB du pays.

La CCIA, 100 ans au service du secteur privé: des efforts et travaux acharnés pour développer les activités

ARH | LES NOUVELLES | 11 DÉCEMBRE 2020

1920-2020. La Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) fête son centenaire au service du secteur privé. Outre les séries d'activités et d'événements programmés dans le cadre de ce jubilé lancé au mois de janvier, la journée d'hier a été marquée par la cérémonie d'inauguration officielle de la plaque commémorative du centenaire de la chambre consulaire et de remise de distinctions honorifiques aux 22 membres du bureau et de l'assemblée générale, au siège de la CCIA à Antananarivo.

Née le 14 octobre 1920, à l'instar des Chambres de commerce de Madagascar, la CCIA a pour rôle d'accompagner les entreprises dans leur fonctionnement et les appuyer dans tous les domaines pour lesquels elles pourraient avoir besoin d'aide, que ce soit en termes de formation, d'information ou de visibilité... «Ces 100 ans ont été jalonnés d'épreuves, de succès mais aussi de doutes et d'incertitudes. L'historique de la CCIA se confond en fait avec l'histoire de notre pays. La CCIA a traversé la période coloniale, vécu l'indépendance et l'euphorie dans laquelle se trouvait notre pays toutes ces années, avant de se retrouver malheureusement dans une léthargie pendant la période qui a été marquée par la nationalisation de l'économie et le dirigisme économique», a déclaré Noro Andriamamonjirison, président de la CCIA à l'occasion de la cérémonie d'hier.

Développer et promouvoir les activités des entreprises

«Durant ces 100 ans, la CCIA a su montrer son esprit d'initiative et sa capacité d'adaptation. Elle a toujours été un fer de lance et un vecteur d'innovation dans la promotion de la culture entrepreneuriale non seulement dans la région Analamanga mais également au profit des entreprises dans tout Madagascar, par sa participation active au sein de réseaux et organisations, que ce soit au niveau régional ou international», a-t-elle ajouté. Herintsalama Rajaonarivelo, un des plus anciens membres élus et vice-président du bureau actuel de la CCIA qui a transmis les messages de Rocquie Rabemanantsoa, président du Comité d'organisation du centenaire de la Chambre consulaire, a rappelé la vocation originelle de l'institution depuis sa création en 1920 qui est «d'apporter un appui au secteur privé». «C'est ce que les dirigeants, anciens ou actuels, se sont toujours efforcés d'accomplir en mettant en œuvre des projets et des actions visant à développer et à promouvoir les activités des entreprises et des opérateurs économiques de la région Analamanga».

Digitalisation

Le contexte de crise sanitaire qui a bouleversé la vie économique des nations à l'échelle mondiale a



particulièrement marqué la célébration de ce centenaire. Selon le président de la CCIA, «Ce contexte contraint les dirigeants, la population, les entreprises à se renouveler et à explorer d'autres voix. La CCIA n'a pas été épargnée par les conséquences de cette pandémie. Les services qu'elle fournit aux ressortissants ont été réorientés dans ce sens. Les appuis, l'accompagnement à travers la formation, l'information et la mise en relation sont désormais placés sous le signe de la digitalisation. La célébration même du centenaire n'a pas échappé à ce mouvement car elle a été marquée notamment par les conférences et rencontres BtoB en ligne. La CCIA s'aligne ainsi avec le programme de digitalisation du gouvernement auquel elle participe également».

Christian Ntsay, Premier ministre chef du gouvernement, qui a honoré de sa présence cette cérémonie, a confirmé le fait que «Le développement du numérique est une chose à laquelle nous ne pouvons pas échapper. Au côté du secteur privé, complémentaire avec le secteur public, de nombreux projets d'activités et d'élaboration de texte rejoignent la vision de l'administration qui va dans ce sens de la digitalisation». Et dans sa mission d'accompagnement du secteur privé, la CCIA maintient le cap. «Derrière les efforts et travaux acharnés des 100 années passées, il y a des hommes et des femmes qui ont conçu les stratégies mises en œuvre, les plans d'actions, et exécuté les activités pour la Chambre consulaire», comme l'a souligné Noro Andriamamonjirison qui a formulé le vœu selon lequel, «Les 100 prochaines années seront aussi riches en dynamisme qu'en créativité».

LE RÉCIPENDIAIRES DE DISTINCTIONS HONORIFIQUES DE CE 10 DÉCEMBRE 2020

Grand-Croix de 2e classe :

Herintsalama Rajaonarivelo
Andriamasy
Maminiana Ravatomanga

Grand Officier de l'Ordre national

Josephine Soanondriaka
Andriamamonjirison
Franck Michel Niaina
Andriantsitohaina
Philippe Henri Andriantsitohaina
Ramanantsoa Randriamifidimanana
Clovis Louis Roland Raveloson

Commandeur de l'Ordre national

Rocquie Evelyne Rasehenoarisoa
Nirina Raharo
Raoel Samuel Andrianjafitrimo
Tianamalala Mamy Rasamimanana
Vonimbola Clara Ravaoarivony

Officier de l'Ordre national

Bodo Elisoa Rambelosen
Sylvie Hantarino Ramanantsoa
Liao-Mane-Hong Alain
Randrianarimanana
Gil Razafintsalama
Fanja Claudia Razakazafy

Chevalier de l'Ordre national

Stéphane Hery Raveloson
Maurice Andrianantenaina
Rabarijaona
Maminiana Rabemananjara
Norbert Rakotomiarantsoa
Sandimanjaka Tinahenintsoa
Rakotomiarana
Christophe Louis Edmond Diabezies

La Kraoma dans le couloir de la mort

TIANA RAMANOELINA ET EMRE SARI | LES NOUVELLES | 11 DÉCEMBRE 2020

La compagnie minière d'Etat est en état de mort cérébrale. La structure existe toujours. Il y a toujours un directeur général, des employés, des contrats et des permis miniers valables pour du chrome et de l'or, entre autres... Mais rien ne bouge depuis près d'un an. Les employés n'ont pas touché de salaire depuis 12 mois. L'activité est à l'arrêt complet depuis juillet 2019. Les exportations sont interdites. Les investisseurs russes de 2018 s'estiment floués et réclament toujours des dédommagements (voir encadré). Tandis que des opérateurs chinois illégaux parviennent parfois à exploiter les périmètres d'or de la Kraoma...

L'entreprise occupe certes une place mineure dans l'économie malagasy, avec, dans ses plus belles années, environ 200 000 tonnes de chrome exportées pour une valeur de quelques dizaines de millions de dollars. Elle emploie environ 500 employés. Rien à voir avec la dantesque mine de nickel-cobalt d'Ambatovy qui représentait un quart des exportations du pays, avant la suspension de son activité, au printemps 2020, en plein Covid...

Mais le potentiel kraoma est énorme. La société dispose de nombreux permis non exploités, en chrome mais aussi en or ou sur d'autres métaux rares. De plus, la Kraoma est un symbole. Andry Rajoelina avait fait de son sauvetage une promesse de campagne. Il s'était rendu sur place, à Brieville et avait promis de redresser "la fierté malagasy", comme l'entreprise se surnomme elle-même.

En attendant, la tension monte sur le site... Le 29 novembre dernier, les forces de l'ordre, les employés de la société Kraoma et quelques habitants de Brieville se sont affrontés. Gaz lacrymogènes, route bloquée, pneus brûlés... Plusieurs personnes ont été blessées.

Le fait particulier résume bien le problème général. Dina Andrianirina, leader syndical, raconte : "Le 18 novembre, des camions de la société APC, qui exploite aussi du chrome à Brieville, sur ses propres périmètres, sont venus pour chercher du minerai. Ça nous a mis en colère. Nous nous y sommes opposés."

En effet, les exportations de chrome sont toutes interdites, sauf pour APC qui bénéficie d'une dérogation. "Si les responsables autorisent l'entreprise APC à commercialiser des chromes, on doit aussi autoriser Kraoma", assène Dina. Lui et ses collègues ont donc empêché le chargement d'APC de sortir.

"On a été convoqués et menacés par les gendarmes comme quoi ce minerai doit sortir à tout prix. Mais nous avons répondu qu'on ne cédera pas tant que nous ne pourrions pas exporter nous mêmes", se souvient Dina. Ce 29 novembre, des habitants sont venus protester en plus aux côtés des employés de la Kraoma. C'est là que la situation a dégénéré. "Nos barrages ont pris fin vers 15 heures. On n'a plus eu de



force et on les a laissés faire ce qu'ils voulaient. Le convoi en question a pu sortir de Brieville avec 700 tonnes de chrome qui appartiennent à APC", explique le leader syndical...

Aujourd'hui, les employés attendent surtout que l'entreprise redémarre. Selon Dina Andrianirina, les employés ont proposé trois axes de sortie de crise à la direction générale en octobre 2020.

"D'abord, nous souhaitons pouvoir exporter. Nous avons 10 000 tonnes de chrome prêtes à partir. Leur vente pourrait relancer en partie l'activité", explique-t-il. En effet, lueur d'espoir pour la Kraoma, le prix du minerai est remonté à plus de 150 dollars la tonne sur le marché mondial contre moins de 100 dollars il y a 12 mois.

"Nous avons aussi proposé de pouvoir ramasser et vendre du minerai de chrome à la main pour nous ménager un petit revenu, poursuit Dina. Enfin, nous avons demandé 3 millions de dollars de subvention étatique pour remettre en état l'outil de production." De nombreuses machines ont besoin de pièces de rechange et le carburant manque.

Nous avons cherché à joindre le directeur général de la Kraoma pour avoir son point de vue, mais sans succès à l'heure où nous mettons sous presse.

Côté gouvernement, si les autorités prévoient réellement de relancer la Kraoma, alors le projet est encore secret. L'entreprise n'est pas citée dans la loi de finance 2021.

Les Russes réclament du chrome en réparation

Les investisseurs russes de l'entreprise Ferrum Mining attendent toujours, avec une irritation palpable, l'exécution correcte de leur contrat avec la Kraoma. Ils avaient signé des documents qui leur promettaient des gisements contenant trois millions de tonnes de chrome. Or, les trois périmètres attribués par amodiation (permis 33, 45 et 49) n'en contiennent, selon Ferrum Mining, pas autant. Ils attendent donc l'attribution de nouveaux périmètres.... L'entreprise

russe témoigne pour les Nouvelles : "Les nouveaux permis miniers ne nous ont pas été attribués. Le directeur de la Kraoma et le Président de Conseil d'administration ne nous donnent que des promesses. Rien de concret. Leur position nous étonne."

A l'origine, le 8 août 2018, Kraoma S.A. et la société russe Ferrum Mining signaient un document initial qui actait la création de Kraoma Mining, une joint venture pour l'exploitation de trois mines octroyant 20% du capital

et du chrome extrait à Kraoma, contre 80% pour Ferrum. La proportion a ensuite été ramenée à 70/30.

Fin 2018 et début 2019, les Russes ont injecté plusieurs millions de dollars dans la coentreprise Kraoma Mining pour du carburant, des pièces de rechanges, un groupe électrogène... et surtout pour les salaires sur plusieurs mois. Ils ont ensuite "fermé le robinet" en s'apercevant du manque de chrome dans leurs trois périmètres...